

LES ROUTES DE LA SOIE : QUELLE EST L'APPROCHE DE L'UNION EUROPEENNE ?

oooooooooooooooo

Lorsqu'en 2013, le président chinois, XI JINPING, lança le dessein pharaonique des « Nouvelles routes de la Soie », c'était, en fait, un remake des routes de la soie, attestées au IIème siècle avant notre ère, lorsque l'empereur WUDI, de la dynastie Han, décida la mise en contact de l'Europe et de l'Asie.

On était en 146 avant J-C, moment où la Chine découvrit l'Occident et qu'alors, elle commença à mettre en place un réseau d'itinéraires commerciaux transcontinentaux, partant de Chine pour aller vers la Méditerranée, via l'Asie centrale.

Par des routes terrestres, complétées par des voies maritimes, circulaient des marchandises, dont évidemment la soie, mais aussi des savoirs scientifiques et techniques, des religions et des arts.

Sachez qu'à l'époque, la soie était considérée comme une monnaie acceptée partout et comme une valeur-refuge, stockée au même titre que l'or.

Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que les empereurs chinois aient conservé des siècles durant la mainmise sur la soie et qu'actuellement encore la production de soie reste chinoise à 80%, ce quasi-monopole n'étant plus une question de savoir-faire, mais résulte d'une économie des coûts de main d'œuvre (c'est moins glorieux !).

2.

Donc, il y 6 ans, le président XI JINPING (j'aurais presque tendance à dire le nouvel empereur de Chine) n'a fait que s'inspirer d'une période prestigieuse de l'Histoire de son pays.

Avant de déterminer l'impact sur l'Union européenne de ce fabuleux projet lancé par Pékin, il me semble intéressant, dans une première partie, de vous montrer comment les communistes chinois ont sorti leur pays du sous-développement et l'ont mis en position de devenir le numéro un mondial en matière économique et commerciale, ce, en seulement 70 ans, de 1949 à 2019.

Avant 1839 et ce que l'on appelle les « guerres de l'opium » entre la Chine et l'Occident, l'Empire du Milieu était l'atelier du monde.

Ensuite, les Guerres mondiales du XXème siècle l'ont plongé dans le chaos, la pauvreté, l'isolement.

C'est le maoïsme, à l'origine de la création de la République populaire de Chine, qui mit fin à un siècle de misère et sortit progressivement la Chine du paupérisme, par une transformation radicale des rapports sociaux.

Autrement dit, MAO a généralisé la lutte des classes à l'intérieur de son pays, afin de consolider le socialisme, mais son « Grand bond en avant » fut un échec en matière de stimulation de l'Economie, au point que la Chine connut une profonde famine, entre 1959 et 1961.

3.

Quant à la « Révolution culturelle », de 1966 à 1976, destinée à empêcher une restauration du capitalisme, elle ne provoqua que des violences internes, orchestrés par les Gardes Rouges et fut sources d'effets négatifs sur le développement, ce qui amena l'Armée populaire à y mit un terme, la qualifiant de « dérapage gauchiste ».

Contrairement à la vocation de la « Révolution culturelle », MAO lui –même se résolut, en 1972, à manger avec le diable, c'est-à-dire les Etats-Unis, opérant ainsi un rapprochement avec l'Occident capitaliste, cet accommodement étant considéré comme un moyen et non pas une fin.

D'ailleurs, les successeurs du « Grand Timonier » ont tenu compte des inflexions du contexte international, dont la mondialisation, mais sans jamais lâcher le gouvernail, réussissant ainsi une stratégie étonnante de sortie du sous-développement, sous la direction exclusive du parti communiste, marxiste à sa façon, puisqu'il s'est défini lui-même comme un « socialisme aux caractéristiques chinoises ».

C'est le président Jiang ZEMIN qui, en 1997, rappelait que son pays ne perdait pas de vue l'édification du socialisme, ceci impliquant la conduite du développement par l'Etat, la domination de la propriété publique et le contrôle du secteur financier.

En clair, pour les dirigeants chinois, le socialisme est le moyen de transformer les rapports sociaux par l'assurance d'un certain niveau de développement des forces productives.

4.

A son actif, il faut reconnaître, notamment, l'unification du pays, la réforme agraire et l'essor de l'industrialisation, même s'il demeure des problèmes immenses (vieillissement de la population), des paradoxes stupéfiants (un socialisme avec des capitalistes) et des fragilités non négligeables (croissance).

Désormais, on est loin du descriptif que donnait, en 1973, Alain PEYREFITTE, dans son ouvrage : « Quand la Chine s'éveillera, le monde tremblera » (tome 2, p.85) : « La Chine d'avant 1949, c'est un pays du Moyen-Âge, un pullulement de mendiants à moignons, d'enfants couverts de plaies, de cochons noirs et de chiens efflanqués, parmi les lesquels se glissent quelques brocards.

Quand les éléments se fâchent, la famine balayait tout.

Les paysans étaient ruinés d'avance, en cas de sécheresses ou d'inondations, ils ne disposaient pas de la moindre réserve ».

70 ans après ce descriptif, voyons quel chemin a été parcouru par ce pays à la civilisation multimillénaire, et, en premier lieu, dans les domaines de l'Economie et du commerce.

-L'économie chinoise représente 18% du PIB mondial, depuis que Deng XIAOPING a décidé, en 1979, l'ouverture aux capitaux extérieurs, en échange de transferts de technologies au profit des entreprises locales.

-La part de la Chine dans les industries de haute technologie atteint 29% du total mondial, ce qui la met en situation de dépasser les USA à l'horizon 2021.

-La Chine est la première puissance exportatrice et la première puissance créditrice, puisqu'elle détient les plus importantes

5.

réserves de change au monde, avec plus de 3.000 milliards de dollars.

- Le pays, premier partenaire commercial avec 130 pays, contribue à hauteur de 30% de la croissance mondiale.

- La Chine est le premier producteur d'acier, d'aluminium, de riz, de blé et de pommes de terre.

- Sa classe moyenne comporte 400 millions de personnes et, en 2018, 140 millions de chinois sont partis en vacances à l'étranger.

- La puissance industrielle de la Chine représente le double de celle des Etats-Unis et quatre fois celle du Japon.

- La dette extérieure est nettement inférieure à celle des USA (250% contre 360%).

Et, du point de vue sociétal, qu'en est-il ?

- Une forte amélioration de l'espérance de vie (de 40 ans avant 1949, à 77 ans, de nos jours).

- Un faible taux de mortalité infantile (7%, contre 6% aux USA).

- L'éradication de l'analphabétisme.

- Des taux de scolarisation supérieurs à 90% dans le primaire et le secondaire.

- Un faible taux de pauvreté, de l'ordre de 3,1%, alors qu'il se situait encore à 17% en 2010 et même à 95% en 1980.

- Le doublement, en 20 ans, du salaire moyen (de 1988 à 2008).

- La Chine envoie, par an, 500.000 étudiants à l'étranger et en reçoit 400.000.

- Grâce à ses 80 technopoles, la Chine se place au premier rang mondial pour le nombre de diplômés en sciences, en technologie et en ingénierie.

6.

-La percée technologique chinoise s'accompagne de la transition écologique en étant le premier investisseur mondial dans les énergies renouvelables (60% des panneaux solaires et 30% des éoliennes de la planète, fabrication mondiale de 99% des bus électriques et de 50% des voitures électriques).

-La Chine dispose du plus grand réseau ferré à grande vitesse au monde (30.000 km, avec un objectif de l'étendre à 40.000 km) et son entreprise publique CRRC fabrique 200 trains par an, pour des livraisons dans 80 pays.

-Du point de vue de la sylviculture, la Chine a engagé un reboisement sur 35 millions d'hectares.

Je viens de vous livrer un descriptif global des évolutions titanesques qui se sont étendues sur seulement un peu plus d'un demi-siècle.

Comment expliquer la fulgurance de la mutation d'un pays qui avait sombré, alors qu'il avait connu des siècles de renommée dans de nombreux domaines ?

Il faut chercher la justification dans l'invention chinoise d'un régime sociopolitique original.

Le système instauré par Pékin, différent d'une « dictature totalitaire », telle qu'elle a fonctionné en URSS, s'identifie à un néo-impérialisme, dont la légitimation repose sur l'amélioration des conditions de vie du peuple.

La Parti communiste chinois veille à ce qu'il n'y ait aucune déviation hors de la ligne du bien-être collectif.

C'est pourquoi, les dirigeants de Pékin ont parfois tendance à railler nos rituels électoraux, car ils estiment que nos démocraties occidentales s'accommodent d'une désignation de leurs plus hauts responsables par une certaine interférence des banques, alors que chez eux ce sont les banques qui obéissent au président.

Donc, en Chine, il incombe au parti communiste de conduire le développement du pays, grâce à une économie mixte, pilotée par un Etat fort.

Passons maintenant à ce fameux projet des « Nouvelles Routes de la Soie » et voyons, ensuite, quelles réactions elles ont suscité de la part de l'Union européenne.

Tout d'abord, il faut savoir que B&R, pour Belt and Road Initiative, c-à-d « Une Ceinture, une Route » est un projet systémique qui prévoit 2 types d'expansion.

D'une part, une expansion géographique, puisqu'il dépasse largement le cadre de l'Eurasie (les autres zones sont l'Afrique, l'Amérique latine, le Pacifique Sud et même l'Arctique).

D'autre part, une expansion sectorielle, puisqu'il ne se limite pas à des infrastructures, mais porte aussi, notamment, sur les secteurs touristique, douanier, policier ou juridique.

En réalité, B&R représente une manière d'internationaliser les priorités intérieures chinoises, en tant que vecteur de promotion des divers objectifs de planification décidés par Pékin.

Donc, au lieu d'une simple Initiative, B&R serait plutôt un astucieux plan stratégique qui comporte, à la fois des réalisations matérielles localisables (routes, voies ferrées, ports, aéroports, câbles sous-marins...), et une dimension immatérielle (normes et standards, programmes numériques, financiers, culturels, médiatiques...).

Les nouvelles infrastructures ou acquisitions, de même que les normes, servent à limiter la dépendance de la Chine vis-à-vis du monde extérieur et à lui permettre de gérer au mieux de ses intérêts les flux internationaux dans leur diversité.

Dès lors, les « Nouvelles Routes de la Soie » se présentent comme une plateforme d'interaction internationale ou un outil de restructuration de la gouvernance mondiale, s'identifiant à une forme inédite de mondialisation, débouchant sur une architecture novatrice du monde.

En fait, B&R, de manière prospective, tend vers une bipolarisation de l'Univers, un pôle mené par les USA, l'autre, par la Chine, chacun disposant de ses réseaux, dans le cadre d'une cohabitation entre deux modes de gestion des flux, deux systèmes de normes, deux systèmes d'institutions.

Les autres pays, dont l'Union européenne, auraient le choix de l'offre entre les 2 géants, selon leurs préférences politiques, leurs proximités géographiques, leurs vulnérabilités économiques.

Chacune des superpuissances disposerait de son « cercle d'amis ».

Concernant la Chine, de nombreux pays se sont déjà laissé séduire par le chant des sirènes pékinoises, y compris au sein de l'Union (Grèce, Italie, Portugal...), attirés par un accès privilégié aux installations et services gérés depuis BEIJING, Pékin en mandarin.

Cette polarisation rappelle, à s'y méprendre, la « guerre froide », puisqu'il est peu probable que les deux blocs en arrivent à une confrontation directe, l'animosité se limitant à des guéguerres commerciales, telles que celle qui se déroule à l'heure actuelle.

Par contre, il est plus que probable que la Chine mettra tout en œuvre pour drainer dans sa sphère d'influence des Etats alliés des Etats-Unis, ceci, par le fait qu'il n'existerait aucune délimitation des zones d'influence.

On s'orienterait ainsi vers une espèce de cohabitation de fait, sauf dans certaines zones considérées comme stratégiques par l'un ou l'autre des protagonistes (mer de Chine du Sud ou Hawaï, par exemple).

A l'égard de ce qui s'annonce comme un formidable chambardement dans les relations internationales, voyons quel est le point de vue de l'Union européenne.

D'emblée, il apparaît que l'Europe est active sur le sujet, mais demeure extrêmement divisée.

En effet, plusieurs pays soutiennent formellement l'initiative de Pékin (Hongrie, Grèce, Roumanie, République Tchèque), alors que d'autres demeurent sur la réserve, dont la France et l'Allemagne et il en va de même pour la Commission européenne.

Néanmoins, une réflexion stratégique a commencé à se développer au sein du Service européen d'Action Extérieure et du Parlement européen.

La première position commune de l'Union remonte à mai 2017, à l'occasion du Forum Belt&Road de Pékin, au cours duquel les ambassadeurs des pays européens, en poste dans la capitale chinoise, ont souligné, en commun, une « approche ouverte, transparente et participative » à l'égard des « Nouvelles Routes de la Soie ».

Pour sa part, la Chine a affiché beaucoup plus de volontarisme, puisqu'en 2015, elle a décidé d'une contribution au Plan d'investissement pour l'UE (premier pays non-membre à le faire) et, par après, a participé à la création d'une « Plateforme sur la connectivité UE- Chine », destinée à identifier les opportunités de coopération.

Malgré cela, les instances européennes restent prudentes, peu enthousiastes, faisant prévaloir le principe de précaution, en

particulier, à l'égard de l'augmentation du volume des investissements chinois.

La réserve de l'Union au sujet des « Nouvelles Routes de la Soie » trouve une explication dans une lente dégradation des relations bilatérales, entamée à partir de 2016.

Plusieurs raisons expliquent cette détérioration : le refus européen d'accorder le statut d'économie à la Chine, le problème récurrent du non-respect des droits de la propriété intellectuelle, ainsi que les désaccords au sujet des transferts de technologies.

L'Europe exige plus de réciprocité en termes d'accès au marché (y compris les marchés publics), car elle connaît un fort déficit commercial en faveur de la Chine, et donc elle veut plus d'interdépendance économique, ce qui signifie une relation bien plus équilibrée.

Mais, ce qui gêne encore plus, c'est l'impression ressentie à Bruxelles que la Chine s'emploie à diviser l'Europe par le développement de relations bilatérales ou sous - régionales avec des Etats membres et des pays voisins de l'Union.

En tout cas, pour l'instant, l'Europe ne se préoccupe de la problématique du Belt&Road qu'à travers une réflexion méthodologique portant sur la manière de défendre au mieux ses intérêts.

Cet attentisme européen contraste fortement avec le volontarisme chinois et il faut craindre que quand l'Europe s'éveillera il ne soit déjà trop tard, le « boa chinois » la tenant déjà dans ses anneaux, prêt à l'étouffer.

Eventualité peu réjouissante, sinon alarmante, mais voyons quelles sont les vraies perspectives.

Revenons en 2013, lors du 15^{ème} Sommet bilatéral UE/Chine de Pékin qui adopta l'agenda stratégique de coopération Chine-UE 2020, le projet B&R n'est même pas évoqué.

D'ailleurs, seuls 6 pays européens sont représentés, dont la France, et ils ne signent pas le communiqué final sur le commerce, prétextant qu'il ne prend pas en compte les revendications européennes que j'ai évoquées il y a un instant.

A partir de là, les choses vont commencer à évoluer.

En avril 2014, XY JINPING se rend au siège de la Commission européenne, une première pour un président chinois.

Lors du 17^{ème} Sommet UE/Chine d'avril de mai 2015, les protagonistes décident de renforcer les synergies entre le « Plan Junker » et le B&R.

En décembre 2015, à l'initiative de la Chine, est créée la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (BAH), institution financière, plus indépendante par rapport aux pays occidentaux, et destinée à renforcer le rôle des acteurs

asiatiques dans la décision des projets d'investissement.

La constitution de cette Banque a suscité un vif intérêt auprès de 14 Etats membres de l'Union, dont la France, et qui en sont devenus des membres fondateurs.

Tout ceci n'a toutefois pas eu d'effet sur la méfiance politique entre Chine et Union européenne, cette dernière étant préoccupée par la crise migratoire, le terrorisme, les déficits budgétaires, la montée du populisme, le BREXIT, la croissance atone.

Du côté chinois, on a intégré le fait qu'il serait compliqué de négocier avec l'Union dans son ensemble, en raison de dissensions entre Etats membres, et c'est pourquoi Pékin a adopté l'option, sinon une astucieuse tactique, de s'orienter vers des relations bilatérales avec chaque pays.

Ce choix a porté ses fruits, puisque la Chine a lancé le Forum « 16 + 1 » avec seize Etats d'Europe centrale et orientale, dont la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie, la Hongrie et la Roumanie, tous ces pays se trouvant sur le tracé prévu pour le B&R.

Au cours du 5^{ème} Sommet du Forum de novembre 2016, les 17 participants ont adopté la « Directive de Riga » visant à mettre en place un corridor intégré entre l'Asie et l'Europe, grâce au développement d'infrastructures portuaires, ferroviaires et fluviales, destiné essentiellement au trafic de conteneurs et doté d'un financement de 10 milliards de dollars.

Cette décision a provoqué le scepticisme, voire la méfiance des Etats de l'Europe occidentale, parmi lesquels la France, tempérée par plusieurs terrains d'entente.

Avec l'Allemagne, s'est mise en place une coopération, selon laquelle la Chine s'implique dans les projets « manufacture chinoise 2025 » et « industrie 4.0 » et, pour sa part, l'Allemagne dans le développement des régions chinoise du Nord-Ouest.

Avec la France, il s'agit d'une participation dans le Plan « Industrie du futur », concernant l'énergie nucléaire, l'Aérospatiale et l'extension des marchés avec des pays tiers.

En dépit de ces réalisations concrètes, il existe toujours une crainte à l'égard de la montée en puissance de la Chine, en termes de conséquences géopolitiques à long terme des « Nouvelles Routes de la Soie ».

Car, il y aurait un risque d'attirer l'Europe dans le champ gravitationnel de Pékin, autrement dit dans une « super région » asiatique.

Mais, derrière tout cela, n'existe-t-il pas une possibilité de manifestation hégémonique chinoise, en lieu et place de l'apparence d'une main tendue de la part de l'Empire du Milieu ?

Peut-on croire à l'existence de rapports « gagnant-gagnant » ; tels qu'ils sont présentés par Pékin ou à l'ouverture d'un

nouveau chapitre de l'histoire économique et culturelle entre deux anciennes grandes civilisations ?

En plus de ces deux questions, il me semble qu'un troisième s'impose : les « Nouvelles Routes de la Soie » doivent-elles être considérées comme une aubaine ou une menace pour l'Union européenne ?

C'est à cette épineuse interrogation que je me propose de tenter de répondre au terme de mon exposé.

Tout d'abord, je voudrais commencer par décrypter cette stratégie chinoise de retour à la puissance.

En fait, toute part d'un discours de XI JINPING qu'il prononça, en 2012, dès son arrivée au pouvoir, et dans lequel il demandait aux forces chinoises d'être « prêtes au combat », afin d'accomplir le « rêve de grande renaissance de la nation chinoise ».

Certes, la rhétorique du nouvel empereur de Chine n'avait pas de connotation militaire, mais traduisait, en filigrane, l'objectif pékinois de créer un « nouveau type de relations entre grandes puissances », arc-bouté sur une « réémergence de la puissance chinoise ».

A travers les « Nouvelles Routes de la Soie », voulues en tant qu'aliment de la croissance, c'est la mise en application du principe d'adaptabilité inspiré du taoïsme et que l'on retrouve déjà, dès le IV^{ème} siècle avant notre ère, chez SUN ZI, auteur

de l'Art de la Guerre, qui écrivait : « le bon stratège doit être comme le courant qui s'adapte au terrain ».

S'inscrivant donc dans son histoire millénaire, les autorités chinoises ont mis en avant l'esprit des « Nouvelles Routes de la Soie » en les présentant comme des références aux principes de « paix et coopération, ouverture et intégration, apprentissage réciproque et bénéfices mutuels ».

En réalité, au – delà d'enjeux économiques évidents, le projet des « Nouvelles Routes de la Soie » contient avant tout une dimension géopolitique, associée aux évolutions de la politique intérieure chinoise, à savoir de celle du parti communiste, et qui possède une double dimension, ainsi que nous l'avons évoqué précédemment : la stabilité interne et l'affirmation d'une puissance extérieure, le tout au service de la stabilité du régime.

D'où une volonté affichée de créer un « monde plus égal et plus harmonieux », c'est en tout cas ce qui est affirmé et cela c'est à voir.

Revenons à la question de savoir si les « Nouvelles Routes de la Soie » seraient une aubaine ou une menace pour l'Union européenne.

D'un point de vue positif, l'initiative chinoise offrira inmanquablement aux entreprises européennes des opportunités de participer à des constructions d'infrastructures (routes, rail, ports, télécommunications).

Les grandes gagnantes seraient évidemment les grandes multinationales de travaux publics, à condition qu'elles respectent les règles européennes, qu'elles soient contractuelles, éthiques, environnementales ou financières.

Surtout, il revient à l'Union d'adopter une approche commune (et là c'est plutôt mal engagé), car elle doit éviter le risque que Pékin divise pour régner.

A cet égard, l'Europe peut utiliser le projet chinois pour affirmer son leadership, sa vision à long terme, ses valeurs, son remarquable modèle de société, son rôle géopolitique, en particulier dans la nécessaire refonte du système multilatéral, mis à mal par Etats-Unis.

Voilà en quoi les « Nouvelles Routes de la Soie » seraient une opportunité positive pour l'Union européenne, mais, à l'inverse, elles constitueraient aussi une menace, car raccourcir les distances et démultiplier les échanges peut être à l'origine de tensions, voire de rejets ou de ruptures.

Oui, il pourrait y avoir réel danger pour l'Union si la réciprocité n'était pas totale, or elle représente un des piliers essentiels de la construction européenne, notamment en termes de préservation des libertés individuelles, de protection des données sociales, médicales et stratégiques, tout ceci constituant des intérêts vitaux.

Je voudrais maintenant vous livrer mon sentiment personnel sur ce que peuvent représenter les « Nouvelles Routes de la Soie »,

qualifiées habilement par Pékin comme une relation « win-win ».

D'emblée, sauf à en démontrer le contraire à l'avenir, le projet chinois me paraît plus une menace qu'une aubaine et je m'en explique.

La « Belt and Road Initiative », sous une dénomination séduisante, aguichante même, ne serait-elle pas, en réalité, une vaste entreprise de soumission ou la traduction d'une volonté chinoise de transformer sa puissance économique en puissance diplomatique, en s'appuyant sur des ramifications d'un tissage méthodique de sa toile.

Il y aurait, derrière des discours rassurants, tant une volonté de dilution des règles européennes, que l'ambition d'instaurer un type de relations internationales, basées sur des partenariats innovants, en vue d'une polarisation inédite du monde.

A ce sujet, un expert britannique en stratégie, Graham ALLISON a fait le constat que « les Chinois préfèrent devenir de plus en plus forts, si forts que leurs adversaires renonceront à les affronter ».

Donc, avec l'Empire du Milieu, il ne faut pas se leurrer : le rêve chinois d'apparence sympathique, lyrique même, de déverser ses bienfaits économiques, grâce à ses ressources financières colossales, et à ses succès technologiques, cache, en fait, un dessein intéressé, bien loin d'un véritable altruisme de façade.

Ainsi, d'un pseudo idéalisme, on passe au temps du réalisme, autrement dit à la désillusion, celui du juste retour par rapport à l'illusion candide des largesses (la formule : « I want my money back » s'applique aussi en Chine !!).

Et tout devient, alors, une affaire de gros sous, puisqu'à Pékin, comme partout, un sou est un sou, et la fourmi n'est pas philanthrope.

C'est ce qui me fait croire que les « Nouvelles Routes de la Soie » constituent une réelle menace pour l'Union européenne, puisque, derrière d'hypothétiques bons sentiments, se dissimule une forme d'impérialisme ou, pire, d'ingérence de type colonial, à la sauce chinoise.

Pendant que l'Union européenne est empêtrée dans un BREXIT sans fin, qu'elle connaît des difficultés institutionnelles, que se profilent d'après discussions sur les perspectives financières pluriannuelles, qu'elle aura à assumer l'héritage de l'argent facile laissé par Mario DRAGHI à la BCE, la Chine poursuit inlassablement son oeuvre de modification de l'ordre international à son avantage.

Il suffit d'ouvrir les yeux pour se rendre compte que se déroule déjà une guerre froide technologique avec le contentieux au sujet du géant des télécommunications Huawei.

Oui, Mesdames et Messieurs, toute médaille, aussi belle soit-elle, a son revers qui se nomme l'angélisme.

Car, il ne faut pas imaginer un seul instant que le projet des « Nouvelles Routes de la Soie » soit un cadeau gratuit.

Il ne vaut la peine pour Pékin qu'à la condition expresse d'être payé en retour, j'ajouterais même au prix le plus fort possible, peut-être celui de la servitude, en vertu du principe selon lequel les puissants n'accordent jamais leurs faveurs et leur amitié à * titre gratuit.

L'Union européenne, au lieu de se diviser sur le sujet, de se tromper de priorités, aurait tout intérêt à se serrer les coudes pour présenter un front uni fort dans les tractations avec la Chine, en étant attentive au fait que, dans la vie internationale, le cauchemar peut souvent et rapidement faire place au rêve.

Que l'Europe prenne garde à ne pas perdre sa place de « perle de la sphère », selon ce que proclamait Paul VALÉRY, au profit d'un autre leader universel, désireux d'opérer un glissement de la puissance et du centre de la mondialisation vers l'Est de la planète, ce qui équivaldrait à un bouleversement des équilibres mondiaux.

Au fond, et j'en terminerai par une interrogation : les dirigeants européens ont-ils assez de lucidité et de courage politique pour décider que l'Union européenne incarne un contrepoids au projet de Pékin.

La réponse, à mon sens, se trouve dans la question.

0000000000000000

